

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

18 DÉCEMBRE 2012

Proposition de résolution visant à soutenir les objectifs de l'Éducation pour tous — anciennement *Fast Track Initiative* — du Partenariat mondial pour l'éducation

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR
M. MILLER

I. INTRODUCTION

La commission a examiné la proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport, au cours de ses réunions des 11 et 18 décembre 2012.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

18 DECEMBER 2012

Voorstel van resolutie ter ondersteuning van de doelstellingen van *Education For All* — eertijds het *Fast Track Initiative* — van het Mondiaal partnerschap voor onderwijs

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER MILLER

I. INLEIDING

De commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergaderingen van 11 en 18 december 2012.

Composition de la commission : / Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Karl Vanlouwe.

Membres/Leden :

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groote, Karl Vanlouwe, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.
sp.a	Bert Anciaux, Dalila Douifi.
Open Vld	Yoeni Vastersavendts.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs, Helga Stevens.
Hassan Boussetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Jan Durnez, Cindy Franssen, Peter Van Rompuy.
Fatma Pehlivan, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.
Nele Lijnen, Bart Tommelein.
Yves Buysse, Bart Laeremans.
Zakia Khattabi, Claudia Niessen.
André du Bus de Warnaffe, Dimitri Fourny.

Voir :

Documents du Sénat :

5-1587 - 2011/2012 :

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Zrihen.

5-1587 - 2012/2013 :

N° 2 : Amendements.

Zie :

Stukken van de Senaat :

5-1587 - 2011/2012 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Zrihen.

5-1587 - 2012/2013 :

Nr. 2 : Amendementen.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE MME ZRIHEN, AUTEUR DE LA PROPOSITION DE RÉOLUTION

Au cours de cette dernière décennie, la communauté internationale a accompli de réels progrès sur le front de la scolarisation en augmentant le taux d'inscription des enfants en âge de fréquenter l'école primaire. Mais les défis restent énormes: soixante-sept millions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'éducation et les résultats d'apprentissage de millions d'enfants sont encore insuffisants suite à l'inadaptation et à la qualité de l'enseignement prodigué. Alors que les systèmes éducatifs subissent les pressions de la crise économique et des évolutions démographiques, l'objectif du Programme Éducation pour tous (EPT) qui vise à rendre l'enseignement primaire accessible à tous les enfants dès 2015, est plus que compromis si les bailleurs n'investissent pas plus dans le Sud.

Pour scolariser tous ces enfants dans le monde et améliorer la qualité de l'éducation le Partenariat mondial pour l'éducation vient d'inviter la communauté internationale à lever des fonds lors de la Conférence des donateurs organisée à Copenhague les 7 et 8 novembre 2011. Les résultats sont décevants.

Le Partenariat mondial pour l'éducation est un partenariat international entre les pays donateurs, les pays en développement, les organisations multilatérales, le secteur privé et les fondations, qui a pour objectif de soutenir le secteur de l'enseignement dans les pays en développement. Il se concentre essentiellement sur l'enseignement de base pour tous les enfants et l'atteinte des objectifs de l'Éducation pour tous (EPI).

Lors de la Conférence de Copenhague, les pays donateurs ont pris l'engagement d'apporter environ 1,5 milliard de dollars au Partenariat mondial pour l'éducation entre 2011 et 2014, et d'accroître l'aide bilatérale en faveur de l'éducation, ainsi que son efficacité, au cours des trois années à venir, ce qui n'est pas négligeable. Les pays en développement se sont de leur côté engagés à augmenter de plus de deux milliards de dollars les financements nationaux en faveur de l'éducation de base et à améliorer l'accès à l'éducation ainsi que la qualité de l'enseignement. Tous les gouvernements partenaires ont souscrit aux objectifs stratégiques relatifs à l'éducation des filles, aux États fragiles, aux acquis scolaires et à l'accès à l'éducation.

Enfin, les organisations internationales (UNICEF, UNESCO et Banque mondiale notamment) se sont engagées à user de leur leadership et de leurs ressources financières en vue de contribuer à la réalisation du Partenariat mondial pour l'éducation.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR MEVROUW ZRIHEN, INDIENER VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

Het schoolbezoek is de jongste jaren mondiaal reëel toegenomen. Steeds meer kinderen in de lagere schoolleeftijd werden immers in een school ingeschreven. De uitdagingen blijven echter enorm: zevenenzestig miljoen kinderen hebben nog steeds geen toegang tot onderwijs en de leerresultaten van miljoenen kinderen zijn nog ontoereikend, omdat het verstrekte onderwijs onaangepast is en kwaliteit ontbeert. Nu de onderwijsstelsels onder druk staan als gevolg van de economische crisis en de demografische ontwikkelingen, komt het doel van het *Education For All* programma, lager onderwijs tegen 2015 voor alle kinderen toegankelijk maken, meer dan in het gedrang wanneer de geldschietters niet meer in het Zuiden investeren.

Om al die kinderen ter wereld op school te krijgen en de kwaliteit van het onderwijs te verbeteren, heeft het Mondiaal Partnerschap voor onderwijs de internationale gemeenschap onlangs op de Conferentie van donoren in Kopenhagen van 7 en 8 november 2011 verzocht fondsen vrij te maken. De resultaten zijn teleurstellend.

Het Mondiaal Partnerschap voor onderwijs is een internationaal partnerschap van donorlanden, ontwikkelingslanden, multilaterale organisaties, de privésector en stichtingen, met als doel het onderwijs in de ontwikkelingslanden te ondersteunen. Het legt zich vooral toe op basisonderwijs voor alle kinderen en het halen van de doelstellingen van *Education For All* (EPI).

Tijdens de Conferentie van Kopenhagen zijn de donorlanden de verbintenis aangegaan tussen 2011 en 2014 ongeveer 1,5 miljard dollar in te brengen voor het Mondiaal Partnerschap voor onderwijs en de bilaterale hulp voor onderwijs en voor de efficiëntie ervan in de drie komende jaren op te voeren, wat niet weinig is. De ontwikkelingslanden van hun kant zijn de verbintenis aangegaan dat ze de nationale financiering voor basisonderwijs zullen opvoeren met meer dan twee miljard dollar en dat ze de toegang tot onderwijs alsook de kwaliteit ervan zullen opvoeren. Alle partnerregeringen hebben de strategische doelstellingen onderschreven inzake onderwijs voor meisjes, fragiele staten, eindtermen en toegang tot onderwijs.

De internationale organisaties (UNICEF, UNESCO en de Wereldbank) zijn ten slotte het engagement aangegaan om hun leadership en hun financiële middelen aan te wenden om bij te dragen tot de verwezenlijking van het Mondiaal Partnerschap voor onderwijs.

Malgré une certaine mobilisation en faveur de ce financement, force est de constater que la hauteur des engagements enregistrés (soit la somme de 1,5 milliard de dollars) auprès des donateurs n'atteint pas l'objectif souhaité (soit la somme de 2,5 milliards de dollars) et également moins que le minimum absolu attendu (soit la somme de 1,8 milliard de dollars). Il faut aller plus loin.

Le Royaume-Uni, l'Australie, le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège sont les principaux donateurs et réunissent à eux seuls près d'un milliard de dollars de nouveaux engagements. Si les États-Unis annoncent contribuer pour la première fois de leur histoire au fonds du Partenariat mondial pour l'éducation, cette participation demeure toutefois limitée et ne dépasse pas les vingt millions de dollars. Les grands bailleurs de l'enseignement que sont la France et l'Allemagne restent fidèles à leurs engagements passés et ont respectivement annoncé des contributions de soixante-cinq millions de dollars et de vingt-et-un millions de dollars. Des pays comme l'Espagne, l'Irlande et l'Italie ont, quant à eux, clairement ressenti l'impact de la crise de l'euro et ont diminué drastiquement leurs contributions au fonds.

La Belgique connaît également les affres de la crise monétaire et économique qui secoue actuellement la zone euro. Dans le cadre de ce Partenariat mondial pour l'éducation, la Belgique a toutefois confirmé sa participation à hauteur de huit millions de dollars (montant annoncé en 2011). Vu la situation politique prolongée en affaires courantes, aucune annonce de contribution n'a pu être faite pour 2012, 2013 et 2014. Notons toutefois que la contribution belge fixée à 8 millions de dollars représente une augmentation importante par rapport à 2008 et 2009 (participation à hauteur de 1 million d'euros par an).

L'éducation, et plus précisément l'enseignement de base, doit constituer une priorité dans toute politique de développement tout comme elle l'est dans les programmes indicatifs de coopération (PIC) des pays partenaires. Pourtant, la Belgique a limité ces dernières années ses dépenses bilatérales pour ce type d'enseignement. Ainsi, en 2009, notre pays n'a consacré que 15 % de son aide publique au développement (APD) à l'ensemble du secteur « enseignement ». Parmi celui-ci, l'enseignement de base a reçu 2,7 % de l'APD totale (soit 18,3 % du total du secteur « enseignement ») — ce qui est inférieur à la contribution d'un donateur moyen (4,1 %). En revanche, l'enseignement supérieur représentait en 2009, 65 % de l'APD belge pour le secteur « enseignement » au sein de la coopération au développement. Ces investissements ne sont certainement pas insensés mais, au regard des grands défis qui persistent en matière d'enseignement primaire et secondaire, consacrer deux tiers des contributions APD destinées à ce secteur à un domaine qui n'est accessible qu'à une certaine élite peut sembler démesuré.

Hoewel er onmiskenbaar inspanningen werden geleverd voor die financiering, moet men toch vaststellen dat de hoogte van de bij de donoren opgetekende verbintenissen (een bedrag van 1,5 miljard dollar) niet beantwoordt aan de gewenste doelstelling (een bedrag van 2,5 miljard dollar) en ook onder het verwachte absolute minimum ligt (een bedrag van 1,8 miljard dollar). Men moet verder gaan.

Het Verenigd Koninkrijk, Australië, Denemarken, Nederland en Noorwegen zijn de belangrijkste donoren en zijn samen goed voor bijna een miljard dollar aan nieuwe verbintenissen. De Verenigde Staten kondigen aan dat ze voor het eerst in hun geschiedenis een bijdrage leveren aan het fonds van het Mondiaal Partnerschap voor onderwijs, maar hun deelname blijft beperkt en is niet hoger dan twintig miljoen dollar. Frankrijk en Duitsland, de grote geldschieters van het onderwijs, blijven hun engagementen trouw en hebben bijdragen aangekondigd van respectievelijk vijftien miljoen dollar en eenentwintig miljoen dollar. Landen als Spanje, Ierland en Italië hebben dan weer duidelijk de gevolgen gevoeld van de eurocrisis en hebben hun bijdragen aan het fonds drastisch verlaagd.

Ook België wordt geconfronteerd met de financiële en economische crisis die de eurozone momenteel teistert. In het raam van dat Mondiaal Partnerschap voor onderwijs heeft België echter zijn bijdrage bevestigd ten belope van acht miljoen dollar (bedrag aangekondigd in 2011). Door de politieke toestand, met de lange periode in lopende zaken, kon geen bijdrage worden aangekondigd voor 2012, 2013 en 2014. De Belgische bijdrage van 8 miljoen dollar is echter een belangrijke verhoging in vergelijking met 2008 en 2009 (deelname ten belope van 1 miljoen euro per jaar).

Onderwijs, en meer bepaald het basisonderwijs, moet een prioriteit zijn in elk ontwikkelingsbeleid zoals het dat ook is in de indicatieve samenwerkingsprogramma's (ISP) van de partnerlanden. België heeft nochtans de jongste jaren zijn bilaterale uitgaven voor die vorm van onderwijs beperkt. Zo heeft ons land in 2009 amper 15 % van zijn officiële ontwikkelingshulp (ODA) aan het geheel van de sector « onderwijs » besteed. Daarvan heeft het basisonderwijs 2,7 % van de totale ODA ontvangen (of 18,3 % van het totaal voor de sector « onderwijs ») — wat minder is dan de bijdrage van een gemiddelde donor (4,1 %). Het hoger onderwijs daarentegen was in 2009 goed voor 65 % van de Belgische ODA voor de sector « onderwijs » in de ontwikkelingssamenwerking. Die investeringen zijn zeker niet idioot, maar gelet op de grote uitdagingen die blijven bestaan inzake lager en secundair onderwijs, kan het buitensporig lijken twee derde van de ODA-bijdragen aan die sector uit te geven voor een branche waartoe slechts een elite toegang heeft.

Bien que conscient de la fragilité économique qui caractérise actuellement l'ensemble des membres de la zone euro, nos engagements en matière de coopération au développement doivent être préservés. Les domaines de l'éducation et de l'enseignement de base (primaire et secondaire) doivent en ce sens être confortés dans leur statut prioritaire. Tel est l'objet de la présente proposition de résolution.

La proposition de résolution rappelle le Partenariat mondial pour l'éducation (*Global Partnership for Education*), les engagements financiers pris par les différents donateurs lors de la Conférence de Copenhague et les deuxième et troisième Objectifs du Millénaire pour le développement.

Elle se réfère également à la définition de l'OCDE-CAD de l'éducation de base qui est : « la somme de l'enseignement primaire, maternel et de l'éducation pour améliorer le niveau de vie des jeunes et des adultes. »

Elle insiste pour que l'enseignement des filles soit une priorité. Elle considère que les États fragiles doivent demeurer au centre de nos préoccupations en matière de coopération au développement au regard du nombre accru d'enfants non scolarisés vivant dans des États touchés par un conflit ou dits « fragiles » (à hauteur de 40 % des soixante-sept millions d'enfants n'ayant pas accès à l'éducation)

La proposition de résolution demande au gouvernement de préserver les engagements pris antérieurement en faveur du fonds du Partenariat mondial pour l'éducation au mieux des possibilités budgétaires imparties. Elle plaide auprès du gouvernement de revoir à l'avenir la proportion de l'APD consacrée au secteur enseignement dans sa répartition enseignement primaire et secondaire d'une part, et enseignement supérieur, d'autre part.

La proposition recommande d'apporter via notamment un appui technique complémentaire un soutien accru aux États fragiles et de promouvoir l'enseignement des filles et l'enseignement maternel dans ses programmes de coopération au développement. Elle plaide de plus pour entreprendre des évaluations systématiques et ciblées des progrès accomplis (notamment au regard de la participation des filles au système scolaire, de la poursuite de leurs études et de la qualité de leurs acquis).

Elle rappelle en conclusion les engagements des organisations internationales dont UNICEF, UNESCO et la Banque mondiale.

We zijn ons bewust van de economische kwetsbaarheid van alle leden van de eurozone, maar we moeten onze verbintenissen inzake ontwikkelingssamenwerking gestand blijven. Het onderwijs en het basisonderwijs (lager en secundair) moeten daarom als prioriteiten worden bevestigd. Dat is het doel van dit voorstel van resolutie.

Het voorstel van resolutie brengt het Mondiaal Partnerschap voor onderwijs (*Global Partnership for Education*), de financiële verbintenissen aangegaan door de diverse donoren op de Conferentie van Kopenhagen en de tweede en derde Millenniumdoelstelling voor ontwikkeling in herinnering.

Het verwijst tevens naar de definitie van de OESO-CAD van basisonderwijs, die luidt als volgt : « [...] *l'éducation de base est la somme de l'enseignement primaire, maternel et de l'éducation pour améliorer le niveau de vie des jeunes et des adultes* [...] ».

Het dringt erop aan dat onderwijs voor meisjes een prioriteit is. Het oordeelt dat de fragiele Staten centraal moeten blijven in onze aandacht voor ontwikkelingsamenwerking, gelet op het toenemende aantal kinderen dat geen school loopt in staten die getroffen worden door een conflict of in zogeheten « fragiele » Staten (40 % van de zeventenzestig miljoen kinderen heeft geen toegang tot onderwijs).

Het voorstel van resolutie vraagt de regering om zich binnen de toegekende begrotingsmarges zo goed mogelijk te houden aan de verbintenissen die in het verleden ten gunste van het Mondiaal Partnerschap voor onderwijs werden aangegaan. Het pleit er bij de regering voor om in de toekomst het aandeel in de ODA voor de sector onderwijs te herzien wat de verdeling ervan betreft over het lager en secundair onderwijs enerzijds en het hoger onderwijs anderzijds.

Het voorstel raadt aan om via bijkomende technische steun meer ondersteuning te bieden aan de fragiele staten en om onderwijs voor meisjes en kleuteronderwijs te bevorderen in haar ontwikkelingsamenwerkingsprogramma's. Het pleit er bovendien voor om de geboekte vooruitgang (meer in het bijzonder inzake de participatie van meisjes in het schoolsysteem, het voortzetten van hun studie en de kwaliteit van de verworven kennis) systematisch en gericht te evalueren.

Het brengt tot slot de verbintenissen van de internationale organisaties — waaronder UNICEF, UNESCO en de Wereldbank — in herinnering.

III. DISCUSSION DES AMENDEMENTS**A. Considérants***Point C*

Mmes Zrihen et Arena déposent l'amendement n° 1 qui vise à remplacer le point C par ce qui suit : « considérant que l'éducation est toujours un droit reconnu à tous les enfants quel que soit le contexte et rappelant les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) — plus précisément les objectifs 2 (assurer l'éducation primaire pour tous) et 3 (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes) ».

Mme Zrihen explique que cet amendement, tout comme les autres amendements (n°s 2 à 5), vise à actualiser le texte de la proposition de résolution.

Mme de Bethune soutient cet amendement, ainsi que les amendements n°s 2 à 5.

L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point E

Mmes Zrihen et Arena déposent l'amendement n° 2 qui vise à remplacer le point E par ce qui suit : « considérant que les droits de l'enfant (en ce y compris l'enseignement des filles et les formations des femmes tant en matière d'alphabétisation, de formation technique et professionnelle) sont des priorités inscrites dans la politique belge de coopération au développement. »

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point F

Mmes Zrihen et Arena déposent l'amendement n° 3 qui vise à remplacer le point F par ce qui suit : « considérant que les États fragiles doivent demeurer au centre de nos préoccupations en matière de coopération au développement et d'aide humanitaire au regard du nombre accru d'enfants non scolarisés vivant dans les États touchés par un conflit ou dits « fragiles » (42 % des soixante-et-un millions d'enfants non scolarisés dans le monde vivent dans des pays touchés par des conflits) ».

Mme Zrihen précise qu'il s'agit de prendre en compte la question de l'aide humanitaire et d'actualiser également les données. Depuis octobre 2012, l'UNICEF dispose de nouveaux chiffres qui sont de soixante-et-un millions (Nouveau rapport EPT

III. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN**A. Considerans***Punt C*

De dames Zrihen en Arena dienen amendement nr. 1 in dat ertoe strekt punt C te vervangen als volgt : « wijst erop dat onderwijs ongeacht de context altijd een erkend recht van alle kinderen is en herinnert aan de Millennium Development Goals (MDG) — meer bepaald de doelstellingen 2 (zorgen voor lager onderwijs voor allen) en 3 (gelijke behandeling van de geslachten en meer zelfstandigheid voor vrouwen bevorderen); ».

Mevrouw Zrihen legt uit dat dit amendement, net zoals de andere amendementen nrs. 2 tot 5, tot doel heeft de tekst van het voorstel van resolutie te actualiseren.

Mevrouw de Bethune verklaart dit amendement, en de amendementen nrs. 2 tot 5, te steunen.

Amendement nr. 1 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt E

De dames Zrihen en Arena dienen amendement nr. 2 in dat ertoe strekt punt E te vervangen als volgt : « wijst erop dat de rechten van het kind (inclusief onderwijs voor meisjes en opleidingen voor vrouwen zowel inzake alfabetisering, als inzake technische opleiding en beroepsopleiding) prioriteiten zijn in het Belgisch beleid voor ontwikkelingssamenwerking; ».

Amendement nr. 2 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt F

De dames Zrihen en Arena dienen amendement nr. 3 in dat ertoe strekt punt F te vervangen als volgt : « oordeelt dat de fragiele Staten centraal moeten blijven in onze aandacht voor ontwikkelingssamenwerking en humanitaire hulp, gelet op het toenemend aantal kinderen dat geen school loopt in staten die getroffen worden door een conflict of in zogeheten « fragiele » Staten (42 % van de eenenzestig miljoen kinderen ter wereld die geen school lopen leven in landen die getroffen worden door een conflict); ».

Mevrouw Zrihen verduidelijkt dat er rekening moet worden gehouden met het aspect van de humanitaire hulp en dat de gegevens moeten worden geactualiseerd. Sinds oktober 2012 heeft UNICEF nieuwe cijfers en daarbij is sprake van eenenzestig miljoen

UNESCO publié le 16 Octobre 2012 — résumé: <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002175/217509F.pdf>). Par ailleurs, il serait sans doute également opportun de modifier ce chiffre (soixante-sept millions) avancé dans le développement (1^{er} paragraphe) et de le remplacer par le dernier chiffre fourni par l'UNESCO.

L'amendement n° 3 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

B. Dispositif

Point 3bis (nouveau)

Mmes Zrihen et Arena déposent l'amendement n° 4 qui vise à insérer un nouveau point *3bis*, rédigé comme suit: «d'apporter une plus grande attention à l'éducation dans l'aide et l'action humanitaire de la Belgique afin d'assurer une priorité à l'éducation dans les urgences et reconnaître le droit à l'éducation comme faisant partie intégrante de la réponse humanitaire aux conflits et aux catastrophes naturelles».

L'amendement n° 4 est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Point 4

Mmes Zrihen et Arena déposent l'amendement n° 5 qui vise à compléter le point 4 par ce qui suit: «ainsi que de promouvoir l'éducation des enfants les plus vulnérables, tels que enfants porteurs d'un handicap et des enfants qui n'ont jamais été scolarisés».

M. Vanlouwe fait remarquer que l'enseignement est en fait une compétence exclusive des communautés. Le Sénat ne peut en réalité pas interroger le gouvernement fédéral sur ce qui concerne l'enseignement.

M. Mahoux répond que la proposition de résolution à l'examen concerne la coopération au développement, qui est toujours une compétence de l'État fédéral.

L'amendement n° 5 est adopté par 8 voix et 1 abstention.

IV. VOTES

L'ensemble de la proposition de résolution amendée est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

(nieuw verslag EFA UNESCO, bekendgemaakt op 16 oktober 2012 — samenvatting: <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002175/217509F.pdf>). Het is ook raadzaam het cijfer (zevenenzestig miljoen) dat in de toelichting (1e alinea) wordt geciteerd te wijzigen en het te vervangen door het recentste cijfer van de UNESCO.

Amendement nr. 3 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

B. Dispositief

Punt 3bis (nieuw)

De dames Zrihen en Arena dienen amendement nr. 4 in, dat een nieuw punt *3bis* wil invoegen, luidende: «meer aandacht te schenken aan onderwijs in de humanitaire hulp en acties van België opdat onderwijs voorrang krijgt bij spoedhulp en het recht op onderwijs te erkennen als een bestanddeel van het humanitaire antwoord op conflicten en natuurrampen;».

Amendement nr. 4 wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Punt 4

De dames Zrihen en Arena dienen amendement nr. 5 in dat ertoe strekt punt 4 aan te vullen als volgt: «alsook onderwijs te bevorderen voor de kwetsbaarste kinderen, zoals kinderen met een handicap en kinderen die nooit school hebben gelopen;».

De heer Vanlouwe merkt op dat, in feite, onderwijs een uitsluitende bevoegdheid van de gemeenschappen is. In feite kan de Senaat aan de federale regering geen vragen stellen over onderwijsaangelegenheden.

De heer Mahoux antwoordt dat dit voorstel van resolutie de ontwikkelingssamenwerking betreft, dat tot nog altijd een bevoegdheid is van de federale overheid.

Amendement nr. 5 wordt aangenomen met 8 stemmen, bij één onthouding.

IV. STEMMINGEN

Het geamendeerde voorstel van resolutie in zijn geheel wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Confiance a été faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le rapporteur,

Richard MILLER.

Le président,

Karl VANLOUWE.

*
* *

Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n° 5-1587/4 — 2012/2013).

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur,

Richard MILLER.

De voorzitter,

Karl VANLOUWE.

*
* *

Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat, nr. 5-1587/4 — 2012/2013).